

Bruxelles / Hong Kong, 17 mars 2016

## **Rares sont les entreprises en Chine épargnées par les retards de paiement en 2015: 80 % des entreprises touchées**

**D'après une nouvelle enquête de Coface sur la gestion du risque de crédit auprès d'un millier d'entreprises installées en Chine, le comportement de paiement local a continué de se dégrader en 2015 : 8 entreprises sur 10 ont connu des problèmes d'impayés. Coface prévoit un ralentissement de la croissance chinoise à 6,5 % en 2016 (après 6,9 % en 2015). D'autres inquiétudes pèsent sur le marché chinois cette année : un endettement élevé, les surcapacités qui frappent de nombreux secteurs d'activité, les pressions à la baisse sur la devise chinoise et la volatilité des marchés boursiers. A court terme, les défauts de paiement ne devraient pas connaître d'amélioration.**

### **Les retards de paiement se poursuivent, malgré une politique du crédit plus prudente**

En 2015, les conditions de crédit offertes aux entreprises chinoises se sont encore détériorées, reflétant une politique plus prudente d'octroi de crédit aux clients. Il s'agit très certainement du résultat conjugué d'une expérience de paiement dégradée ces dernières années, d'une confiance en berne et d'une croissance plus lente.

Les risques ont augmenté : 80,6 % des entreprises interrogées ont enregistré des retards de paiement en 2015 (contre 79,8 % en 2014). 58,1 % de ces sociétés ont également déclaré une augmentation de leur montant. Un pourcentage plus important d'entreprises (+4 points de pourcentage, soit 10 % du total) ont fait état d'un allongement de la durée moyenne des retards supérieurs à 150 jours. 17,9 % des entreprises ont dû faire face à des retards d'une durée particulièrement importante (supérieure à 180 jours) dont le montant était supérieur à 5 % de leur chiffre d'affaires annuel. L'augmentation des retards plus longs exerce des pressions supplémentaires sur la situation financière des entreprises.

Ces résultats sont en ligne avec les chiffres des prêts non-performants publiés par la China Banking Regulatory Commission, dont le pourcentage a atteint 1,59 % à fin 2015, soit le niveau le plus élevé depuis 2009 (contre 1 % en 2013)<sup>1</sup>. Les prêts non-performants ont progressé de plus de 50 % au cours des trois premiers trimestres de 2015. Dans ce contexte, le risque lié à une hausse des défauts de paiements paraît non-négligeable.

### **L'économie troublée par une multitude de défis en 2016**

Les entreprises chinoises, déjà pénalisées par des surcapacités et la faiblesse des profits, doivent désormais faire face à une augmentation du risque de faillite, les pouvoirs publics ayant décidé de s'atteler au problème des surcapacités et des « entreprises zombies ».

---

<sup>1</sup> Source : China Banking Regulatory Commission

Même si la croissance du crédit marque le pas, la dette privée continue de croître plus vite que le PIB. La Chine n'a pas encore amorcé un cycle de désendettement et les risques vont croissant. L'encours de la dette détenue par le secteur privé non financier a atteint 201 % du PIB en juin 2015, contre 114 % en juin 2008 et 176 % en juin 2013.

En 2015, le PIB chinois a enregistré une croissance de 6,9 %, la plus faible de ces 25 dernières années. Une croissance de 6,5 % prévue par Coface en 2016 constituerait un nouveau record. L'activité souffre du processus de rééquilibrage et de la faiblesse de la demande mondiale. Les pouvoirs publics mettent en œuvre les réformes nécessaires pour rééquilibrer la croissance en faveur de la consommation et du secteur tertiaire. Malgré un effet positif à moyen terme, ce rééquilibrage a des retombées négatives à court terme. Les entreprises et les profits sont pénalisés et le risque de crédit est exacerbé.

Les marchés d'actions en Chine ont connu un nouvel épisode baissier (-16 % au cours de la première semaine de janvier) et de volatilité. Le recours massif au *margin finance* (les investisseurs qui empruntent pour acheter des actions) a fait augmenter les risques de crédit et pourrait intensifier la spirale à la baisse. Parallèlement, le yuan a enregistré un recul sans précédent, pour atteindre un plus bas depuis 5 ans face au dollar US au cours de la première semaine de janvier. La valorisation du yuan pâtit également des sorties de capitaux, accentuées par les craintes d'un ralentissement économique du pays.

Côté politique monétaire, la Banque populaire de Chine qui a amorcé un cycle d'assouplissement en novembre 2014 a, depuis, réduit le taux d'intérêt préférentiel à six reprises (165 points de base), abaissé le taux de réserves obligatoires des banques à 5 occasions (- 300 points de base) et injecté des liquidités dans l'économie (1,5 trillion RMB en janvier 2016 par le biais de différents mécanismes). Ces mesures d'assouplissement monétaire ne se sont cependant pas avérées très efficaces jusqu'à présent.

*«La stratégie du gouvernement est ambiguë et les pouvoirs publics sont pris en étau entre deux objectifs. Ils doivent trouver un équilibre entre d'une part, soutenir la croissance du PIB afin d'éviter un "atterrissage brutal" et protéger l'emploi, et de l'autre, gérer le risque lié à la bulle de crédit. Dans le même temps, les entreprises chinoises sont confrontées à des défis croissants, tels que le niveau d'endettement très élevé assorti de coûts de financement qui ne cessent de progresser (malgré l'assouplissement monétaire), une faible rentabilité (imputable aux surcapacités observées dans certains secteurs) et la volatilité omniprésente sur les marchés de change et d'actions. Les mesures d'assouplissement monétaire n'ayant pas porté leurs fruits en 2015, Coface prévoit un nouveau train de mesures en 2016, les autorités chinoises s'efforçant d'éviter un atterrissage brutal de l'économie»,* commente Charlie Carré, économiste à Coface.

#### **Secteurs à haut risque : la construction, les métaux et l'informatique**

Le secteur de la construction apparaît comme le plus à risque, avec une situation qui se dégrade rapidement. 28,3 % des retards de paiement du secteur en situation dépassent

150 jours. Pour 57 % des entreprises interrogées, plus de 2 % de leur chiffre d'affaires sont concernés par des retards supérieurs à 180 jours<sup>2</sup>. Dans les secteurs des métaux et de l'informatique, respectivement 13 % et 15,2 % de ventes à crédit sont affectés par les retards de paiement supérieurs à 150 jours. Les télécommunications sont également sous pression. Si certains secteurs bénéficient d'une position plus enviable, même ceux liés à la consommation des ménages, comme la distribution ou l'automobile, voient une détérioration de leurs délais de paiement.

-----

Coface réalise son enquête sur la gestion du crédit des entreprises en Chine depuis 2003. La présente enquête est sa 13e édition. 1 000 entreprises issues de différents secteurs d'activité y ont participé entre les mois d'octobre et de novembre 2015. L'étude fournit une meilleure compréhension des expériences de paiement des entreprises installées en Chine et de leurs pratiques en matière de gestion du crédit.

#### CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 [gert.lambrecht@coface.com](mailto:gert.lambrecht@coface.com)  
Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 [maria.krellenstein@coface.com](mailto:maria.krellenstein@coface.com)

#### A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 340 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat

[www.coface.be](http://www.coface.be)

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris  
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

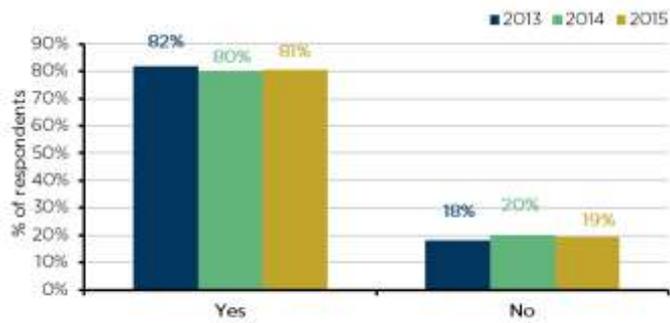


---

<sup>2</sup> Coface considère le recouvrement des impayés à 6 mois et plus comme douteux. Son expérience démontre que 80 % environ de ces impayés ne sont jamais remboursés si le paiement n'intervient pas à l'issue de 6 mois de retard de paiement. Lorsque le montant des impayés de longue durée dépasse 2 % du total du chiffre d'affaires annuel d'une entreprise, la liquidité de celle-ci peut poser problème et sa propre capacité à rembourser ses fournisseurs être mise en cause.

### Annexe 1

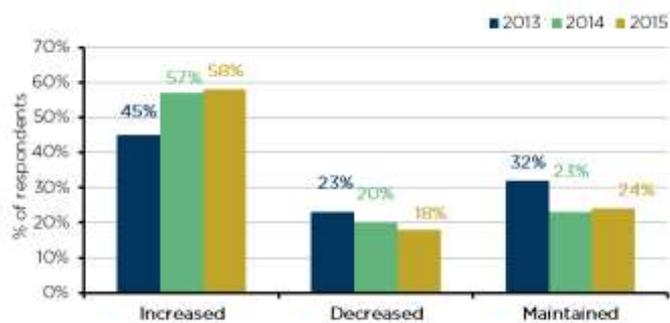
#### Overdue in domestic/export sales



Source: Coface Survey 2015

### Annexe 2

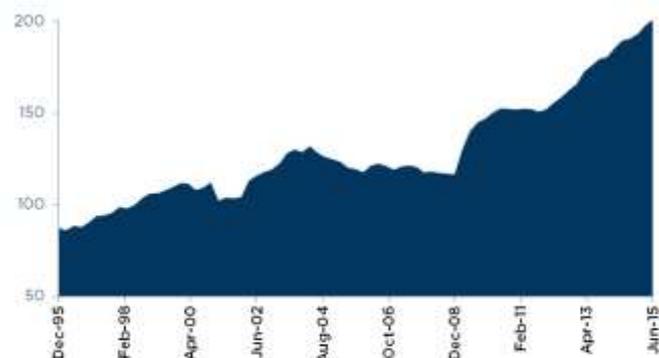
#### Trend in overdue amounts



Source: Coface Survey 2015

### Annexe3

#### Debt to Chinese private non-financial sector (% GDP)



Source: BIS

### Annexe 4

Sector	Overdue experience* vs. 2014	Coface barometer**
Automotive and transportation	Stabilised	
Chemicals	Deteriorated	na
Construction	Deteriorated	
Household electronics	Deteriorated	
Industrial electronics	Deteriorated	
IT-telecoms	Deteriorated	
Metals	Deteriorated	
Paper-wood	Improved	
Pharmaceuticals	Improved	
Retails	Deteriorated	
Textile clothing	Deteriorated	 
<b>Total</b>	<b>Deteriorated</b>	

\*Length of overdue of more than 150 days (in % of total credit sales)

\*\*Coface's assessments are based on the financial data published by listed companies. Our statistical credit risk indicator simultaneously summarises changes in 4 financial indicators: turnover, profitability, net indebtedness and cash flow, completed by the claims recorded through our network. This barometer refers to Emerging Asia but China is overrepresented in the indicator

 Low risk     
  Medium risk     
  High risk     
  Very high risk

 The risk has improved     
  The risk has deteriorated